

## PREMIÈRES RENCONTRES DU DIALOGUE SOCIAL DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ :

# Le dialogue social en France : vers la maturité ?

**La Ville de Suresnes et l'Association nationale des directeurs de ressources humaines (ANDRH) organisent conjointement, le 14 mai 2013, à Suresnes, les premières RENCONTRES DU DIALOGUE SOCIAL DES SECTEURS PUBLIC ET PRIVÉ, sous le haut patronage du bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour la France.**

**Un événement au cœur de l'actualité, à l'heure des discussions sur l'accord national interprofessionnel sur la sécurisation de l'emploi ; et une question clé, qui sera débattue à la lumière d'exemples internationaux : comment développer une véritable culture des relations sociales dans l'administration et l'entreprise qui permette à notre pays de relever les défis économiques et sociaux auxquels il est confronté ?**

C'est parce qu'elles sont pareillement animées par la conviction qu'il y a urgence à sortir des logiques de défiance et de confrontation qui caractérisent encore trop souvent les relations sociales en France – et que cet enjeu est « à portée de volonté », comme elles peuvent l'une et l'autre en témoigner –, que la Ville de Suresnes et l'ANDRH ont souhaité être partenaires dans l'organisation de ces Premières Rencontres du dialogue social.

Suresnes est en effet la première administration publique à avoir signé, le 20 octobre 2009 – comme AXA France l'avait fait précédemment dans le secteur privé – avec les trois organisations syndicales représentées (CGT, FO et CFDT), une charte dédiée à la reconnaissance et à la valorisation des compétences acquises dans le cadre du parcours syndical. Pour cette « *initiative innovante et transposable à d'autres administrations publiques* », Suresnes a reçu, en décembre 2010, le Prix Territoria d'argent qui distingue l'action des collectivités territoriales en matière de Ressources Humaines. De son côté, l'ANDRH a d'ores et déjà rendu publiques des pistes concrètes ouvertes par ses différents membres, au sein de leurs entreprises respectives, pour renforcer le dialogue social. Tous ces exemples s'inscrivent dans une dynamique audacieuse, en rupture avec l'acceptation fataliste selon laquelle, en France, le conflit social serait incontournable. La négociation comme levier de changement ; la négociation valorisée et privilégiée avec des partenaires syndicaux à la légitimité pleinement reconnue, dans un climat d'écoute réciproque et de respect mutuel ; la volonté de dépasser les divergences, et non pas de les effacer, pour parvenir à des accords « gagnant-gagnant »... Voilà tout ce qu'est le dialogue social. Pas une utopie, mais une pratique qui a cours dans d'autres pays, notamment chez nos voisins allemands.

.../...

## Le dialogue social en France : vers la maturité ?

Christian DUPUY, Maire de Suresnes, accueillera les quelques 250 participants attendus au cours de cette journée placée sous le haut patronage du bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour la France.

Ouverte par Gilles de ROBIEN, ancien Ministre et Président du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), elle réunira un plateau d'intervenants européens de haut niveau : responsables politiques, DRH de grandes entreprises, conseiller du patronat allemand, représentant des travailleurs auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), représentant des employeurs au sein de l'Organisation internationale des employeurs (OIE), représentants syndicaux nationaux et locaux, chercheurs, juristes et journalistes... débattront à l'occasion de quatre tables rondes successives :

- **Le dialogue social au-delà de nos frontières : quelles réalités ?**
- **Existe-t-il une spécificité des relations sociales en France ?**
- **L'émergence d'initiatives de terrain : quelles nouvelles voies possibles ?**
- **Le dialogue social, facteur de progrès économique et social : vers un nouveau pacte social ?**

Au nombre des personnalités françaises et étrangères qui interviendront, de 9 h 30 à 18 h, autour de ces thématiques, (programme complet pages suivantes) citons notamment :

Éric AUBRY, Conseiller d'État et ancien conseiller social de François FILLON,

Carole COUVERT, Secrétaire générale de la CFE-CGC,

Yves DESJACQUES, DRH du groupe Casino,

Marcel GRIGNARD, Secrétaire général adjoint de la CFDT

Jean GROSSET, Secrétaire général adjoint de l'UNSA,

Corinne GUILLEMIN, Secrétaire générale d'AXA France,

Jean KASPAR, ancien Secrétaire général de la CFDT,

Pierre LARROUTOUROU Economiste et Conseiller régional d'Ile-de-France,

Michel DONNEDU, Ancien Secrétaire confédéral de la CGT

Franck MOREL, Avocat associé au cabinet Barthélémy et ancien Directeur adjoint du cabinet de Xavier BERTRAND...

Il appartiendra enfin à Jean-Christophe SCIEBERRAS, Président national de l'ANDRH, de conclure ces débats et d'esquisser une réponse à cette question cruciale : à quand la maturité du dialogue social à la française ?

PLUS D'INFORMATIONS SUR LE SITE DES [RENCONTRES DU DIALOGUE SOCIAL DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS](#)

Contact presse : Arnaud LEVY 01 41 18 15 52 / 06 28 81 11 96 [alevy@ville-suresnes.fr](mailto:alevy@ville-suresnes.fr)

## «Le dialogue social est le pari de l'intelligence»

**Béatrice de LAVALETTE,**

**Adjointe au maire de Suresnes (46 000 habitants, 1300 agents) en charge des ressources humaines, Conseillère régionale d'Ile-de-France**

C'est en nous inspirant de la démarche innovante lancée par AXA France que le maire de Suresnes, Christian DUPUY, et moi-même avons souhaité mettre en place au sein de notre collectivité une **Charte de reconnaissance du parcours syndical**, qui a été signée le 20 octobre 2009 avec les trois syndicats représentés : CGT, FO et CFDT. Notre démarche, **pionnière dans le secteur public**, visait un double objectif :  
- **Reconnaître et valoriser les compétences acquises par les représentants syndicaux** dans le cadre de leur parcours syndical, en leur offrant notamment la possibilité d'avoir accès à des formations d'excellence, à Sciences Po et au centre de formation de l'OIT.  
- **Créer ainsi les conditions d'un dialogue social renouvelé et apaisé** – mais sans complaisance – pour conclure avec des syndicats forts, à la légitimité pleinement reconnue, des accords « gagnant-gagnant ».

Nous considérons, à Suresnes, que **personne ne doit être mis à l'index au prétexte qu'il a fait le choix de l'engagement syndical**, et que **nul ne doit être contraint au « militantisme à vie »** s'il ne le souhaite pas... C'est la raison pour laquelle tout est fait pour faciliter l'articulation entre l'exercice d'un mandat syndical et l'activité professionnelle. Un principe qui favorise l'engagement syndical et le renouvellement des équipes en autorisant l'éclosion des vocations ! **Loin d'être un discours de convenance** ou une tactique d'opportunité, **le dialogue social est le pari de l'intelligence**, de la connaissance et de l'ouverture d'esprit ! C'est pour nous une démarche constante et active, enracinée au cœur de notre politique RH, qui s'applique à tous les chantiers d'envergure.

J'ai porté cette démarche au conseil régional qui l'a adoptée à l'unanimité (à l'exclusion du groupe socialiste), du front de gauche aux rangs de l'UMP. Je regrette toutefois que ce vœu n'ait, depuis, reçu aucun commencement d'application, ni même fait l'objet d'un groupe d'étude ou d'une audition des partenaires sociaux, comme je l'avais demandé.

Reste que l'initiative de cette charte a véritablement créé l'événement et suscité l'intérêt de nombreux interlocuteurs : il m'a été notamment demandé, encore récemment, de présenter notre démarche aux 2es Assises du dialogue social dans la fonction publique, aux Entretiens territoriaux de Strasbourg, pilotés par l'Institut national des études territoriales (INET), au conseil fédéral interco de la CFDT...

Forts de notre expérience, **nous souhaitons que ces Premières Rencontres soient l'occasion de faire avancer la réflexion sur ce sujet crucial** et qu'elles contribuent au débat à l'échelle nationale et au niveau local. Qu'elles permettent de mettre en exergue la volonté de dialogue et de concertation des entreprises et des administrations, d'identifier les freins qui s'y opposent (pour mieux les desserrer) et de convaincre les sceptiques.

Le dialogue social est un véritable levier de changement, qu'il est plus que jamais nécessaire de placer au cœur des processus de décision de toute organisation. Il est la condition *sine qua non* qui permettra à notre pays de relever les défis économiques et sociaux auxquels il est confronté. Nos voisins allemands ou scandinaves sont là pour nous le rappeler.

## Suresnes et le parcours syndical : Quoi ? Quand ?

**Octobre 2009** Prenant exemple sur Axa dans le privé, Suresnes est, à l'initiative de Béatrice de Lavalette, maire adjointe en charge des Ressources humaines et spécialiste du droit social, la première collectivité publique à signer avec les trois syndicats représentés, une Charte visant à légitimer et promouvoir l'activité syndicale. Le texte reconnaît la compétence des titulaires de mandats syndicaux, et prévoit de valoriser leur expérience en les accompagnant dans la validation de leurs acquis.



**Décembre 2009** Cette action innovante en matière de dialogue social est distinguée, par le prix *Territoria* d'argent, (dans le domaine des Ressources Humaines) qui valorise la créativité des collectivités territoriales.

**Mai 2010** Christian Dupuy, maire de Suresnes, et Richard Descoings, directeur de Sciences Po présentent la première formation qualifiante des représentants syndicaux signée entre l'école et une collectivité territoriale, avec l'accompagnement de l'association Dialogues.

**Septembre 2010** Douze syndicalistes de Suresnes entament à Sciences Po leur formation qualifiante axée sur le management, à la culture territoriale, à l'histoire du syndicalisme et des relations sociales, à la négociation sociale et à la méthodologie.

**Novembre 2010** Béatrice De Lavalette fait adopter en séance plénière du Conseil régional d'Ile-de-France un vœu proposant l'adoption de la Charte de reconnaissance du parcours syndical (en faveur des représentants du personnel de l'institution). Le Conseil de Paris adoptera un vœu similaire.

**2010-2011** Des représentants syndicaux et des cadres de la ville suivent des formations au Centre international de formation de l'Organisation Internationale du Travail (CIF-OIT) à Turin, sur des questions qui touchent les chantiers en cours dans la municipalité : égalité hommes-femmes, gestion des ressources humaines, conduites addictives.

**Mai 2011** Ces stages sont pérennisés avec la signature d'un partenariat, le premier entre l'Organisation internationale du Travail (OIT) et une collectivité locale française. La convention sur trois ans permet aux représentants du personnel et aux cadres de la ville de suivre des stages au Centre international de formation de l'OIT, dans le cadre de l'application de la Charte.

**Juin 2011** Un Atelier de transfert d'expérience de l'Observatoire Territoria, présente le modèle de la ville en matière de reconnaissance du parcours syndical, en présence de syndicalistes, de représentants de collectivités, d'organismes et d'Institutions.

**Septembre 2011** Onze syndicalistes sur douze de la première promotion voient leur formation validée à Sciences Po. L'une d'entre eux, Linda Le Gret, est admise en Master de *Gestion et Politiques du handicap*

**Décembre 2011** Sollicitée par le Conseil National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) Béatrice de Lavalette, présente la Charte lors des Entretiens Territoriaux de Strasbourg (ETS).

## Le dialogue social en France : vers la maturité ?

**Suresnes Mardi 14 mai 2013**

**9h30-9h40** : Accueil des participants par **Christian Dupuy**, Maire de Suresnes et Vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine

**9h40-10h00** : Ouverture par **Gilles de Robien**, Ancien Ministre, Président du conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT)

### **10h00-11h30 : Le dialogue social au-delà de nos frontières : quelles réalités ?**

Animée par **Jean-François Trogrlic**, directeur du bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour la France

- **Max Conzemius**, Conseiller aux affaires européennes et internationales de la Confédération des associations patronales allemandes (BDA)
- **Roberto Suarez**, Secrétaire général adjoint de l'Organisation internationale des employeurs (OIE)
- **Philip Benoît**, Directeur des ressources humaines d'Astrium, groupe EADS
- **Cyril Cosme**, Directeur aux affaires européennes et internationales des ministères sociaux
- **John Evans**, Secrétaire général des comités syndicaux consultatifs auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

### **11h30-13h00 : Existe-t-il une spécificité des relations sociales en France ?**

Animée par **Gérard Taponat**, Président de la commission nationale du dialogue social de l'ANDRH

- **Alain Everbecq**, Directeur des ressources humaines du groupe Poclair Hydrolics
- **Marcel Grignard**, Secrétaire général adjoint de la CFDT
- **Jean Grosset**, Secrétaire général adjoint de l'UNSA
- **Derek Perrotte**, Journaliste aux *Echos*
- **Annette Jobert**, Directrice de recherche au CNRS
- **Michel Donnedu**, ancien Secrétaire confédéral de la CGT
- **Yves Desjacques**, Directeur des ressources humaines du Groupe Casino

**13h00-14h00** : Déjeuner

PLUS D'INFORMATIONS SUR LE SITE DES [RENCONTRES DU DIALOGUE SOCIAL DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS](#)

## Le dialogue social en France : vers la maturité ?

**Suresnes Mardi 14 mai 2013**

14h00-16h00 : L'émergence d'initiatives de terrain : quelles nouvelles voies possibles ?

Animée par **Béatrice de Lavalette**, Conseillère régionale d'Ile-de-France et **Catherine Carradot**, Secrétaire générale de l'ANDRH

- **Corinne Guillemain**, Secrétaire générale d'AXA France
- **Christian Dupuy**, Maire de Suresnes, vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine
- **Laurent Combaud**, Secrétaire général du Conseil général de l'Essonne
- **Daniel-Jean Véniat**, Directeur des Relations sociales de GrDF- groupe GDF Suez

16h00-17h30 : Le dialogue social, facteur de progrès économique et social : vers un nouveau pacte social ?

Animé par **Franck Morel**, Avocat associé au cabinet Barthélémy avocats, ancien Directeur adjoint du cabinet de Xavier Bertrand

- **Éric Aubry**, Conseiller d'État, Président du conseil d'administration de l'Institut de veille sanitaire, ancien conseiller social de François Fillon
- **Jean Kaspar**, Ancien secrétaire général de la CFDT
- **Pierre Larrouturou**, Économiste, conseiller régional d'Ile-de-France
- **Carole Couvert**, secrétaire générale de la CFE-CGC
- **Bernard Vivier**, Directeur de l'Institut Supérieur du Travail
- **Gilles de Robien**, Ancien Ministre, Président du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT)
- **Pierre-André IMBERT**, Conseiller en charge des entreprises et des mutations économiques du cabinet du Ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation Professionnelle et du Dialogue Social

17h30-17h50 : Conclusion : **Jean-Christophe Sciberras**, Président National de l'ANDRH, Directeur des Relations sociales du groupe de Solvay-Rhodia

PLUS D'INFORMATIONS SUR LE SITE DES [RENCONTRES DU DIALOGUE SOCIAL DES SECTEURS PUBLICS ET PRIVÉS](#)

Contact presse : Arnaud LEVY 01 41 18 15 52 / 06 28 81 11 96 [alevy@ville-suresnes.fr](mailto:alevy@ville-suresnes.fr)